

ABONNEMENTS
AU "LIBERTAIRE"

FRANCE	ETRANGER
Un an 22 fr.	Un an 30 fr.
Six mois . 11 fr.	Six mois .. 15 fr.
Trois mois . 6 fr. 50	Trois mois . 7 fr. 50

Rédaction et administration : 23, rue du Moulin-Joly, Paris XI^e. Chèque postal : Scheck André 487-78, Paris.

LE CONGRÈS D'UNITÉ
DES
ANARCHISTES
—
à Paris les 20
et 21 Mai 1934

Le Congrès des anarchistes-communistes, convoqué à Paris le dimanche 20 et lundi 21 mai, avait réuni un très grand nombre de délégués de Paris et de la province, et c'est devant une salle comble que le président, notre camarade Faucier, ouvrit la première séance.

Les événements du 6 février ont montré la nécessité plus impérieuse que jamais de ressoudre les éléments anarchistes-communistes, de dissiper tous les malentendus, l'équivoque qui a pu s'établir autour des résolutions prises l'année dernière, et de préciser notre position dans le mouvement social.

La gravité des circonstances actuelles impose une activité ininterrompue de tous les anarchistes-communistes. Ils ont un rôle à jouer dans les prochains mouvements sociaux, en particulier dans la lutte contre le fascisme, d'où qu'il vienne. Si nous venons à être vaincus, il faut que nous n'ayons rien à nous reprocher, et surtout pas notre inertie ou notre carence.

Le Congrès se devait de marquer la compréhension de ces points. Tel a été son rôle. Et l'on peut dire qu'il est une étape favorable vers la réalisation de notre idéal.

La discussion s'est établie aussitôt autour de la proposition de la Fédération du Nord-Est demandant qu'on envisage l'unité de tous les anarchistes, individualistes compris.

Cette demande étonne de nombreux camarades qui soulignent la différence entre les méthodes de propagande et d'action des communistes libertaires et des anarchistes individualistes. Les premiers sentent la nécessité de l'organisation et de la propagande dans la classe ouvrière ; les seconds envisagent surtout la culture et l'action individuelles.

D'autre part, le Congrès a été convoqué par les anarchistes-communistes pour réaliser l'unité entre anarchistes-communistes appartenant ou non à l'U. A. C. R.

Mais des camarades font observer qu'il n'y a pas antinomie entre individualistes et communistes-anarchistes, malgré les formes divergentes de leur propagande et l'incompatibilité qui existe entre leurs journaux.

Deux interventions importantes marquent cette partie des débats. **Hoche Meurant** (fédération du Nord) conseille d'en revenir aux conseils de Bakounine sur la forme de l'organisation et de l'action anarchistes. Il rappelle les fluctuations du titre du « Réveil de Genève » et montre la nécessité de lutter contre ce qu'il appelle la « mentalité centraliste » de quelques camarades de province. Plus tard, Meurant précisera la nécessité d'une organisation populaire partant de la base.

(Suite page 3)

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE

Le libertaire

Resolution adoptée par le Congrès

Les anarchistes de langue française, partisans de l'instauration du Communisme libertaire, réunis en Congrès d'unité, les 20 et 21 mai 1934, considèrent que leur activité doit se développer dans tous les domaines de la lutte contre le régime capitaliste par une propagande anarchiste toujours plus intense.

Dans les conjonctures présentes, en raison d'événements récents et pour être en mesure de faire face à d'autres menaces plus graves, ils précisent ainsi leurs positions dans le mouvement social :

A PROPOS DE LA LUTTE ... CONTRE LE FASCISME

Devant les agissements des dirigeants des partis politiques, qui ont, trop souvent, par leurs manœuvres, fait avorter les Comités de Vigilance, constitués en vue de la lutte contre le fascisme, le Congrès se déclare opposé, en principe, au contact avec les partis politiques.

Toutefois, dans les localités où un accord avec diverses organisations est possible **POUR DES BUTS NETTEMENT DEFINIS** (actuellement lutte contre le fascisme), les anarchistes ont la latitude d'œuvrer au sein de Comités formés par des organisations locales.

Mais les anarchistes devront toujours s'appliquer à ce que les trois organisa-

tions syndicales aient l'initiative de ces rassemblements, ou tout au moins la prépondérance dans l'action.

A PROPOS DU SYNDICALISME

Les anarchistes, d'accord sur l'utilité du mouvement ouvrier, reconnaissant l'impérieuse nécessité de militier activement dans les organisations syndicales, laissent, toutefois, à chacun, le soin d'adhérer à l'organisation syndicale de son choix, ayant pour objectif de réaliser l'Unité Syndicale sur la base de l'Action directe, du fédéralisme le plus large et l'indépendance du syndicalisme à l'égard de tout groupement politique et de toute influence étatique.

POUR L'ORGANISATION

Le Congrès reconnaît l'utilité de l'Organisation des anarchistes, basée sur les principes d'entraide, animée de fédéralisme et administrée de bas en haut. Il reprend le titre d'Union anarchiste et adopte le principe d'une cotisation régulière, mensuelle et annuelle ; pour percevoir les fonds indispensables à toute propagande, une carte et des timbres seront édités. Mais les individualités, groupes et fédérations n'acceptant point le principe de la carte, rechercheront d'autres modalités de versements réguliers à l'Union anarchiste.

Propos d'un paria

« Prends l'éloquence et tords-lui le cou », celui qui aurait voulu mettre ce sage conseil à exécution aurait eu fort à faire en ces derniers jours de Pentecôte. Ce ne fut, en effet, dans toute la France, que congrès de toutes sortes et, naturellement, qui dit congrès dit discours.

Charité bien ordonnée !... Parlons donc d'abord de notre congrès d'unité où nous assistâmes avec joie à un commencement de désarmement des haines qui nous permet d'entrevoir un regroupement des éléments anarchistes disséminés dans le pays. Si nous n'émos point, et, pour ma part, je m'en félicite, l'occasion d'ouvrir de longues périodes bien balancées, mais trop souvent vides de substance, ce qui est le propre de certains témoins spécialisés, le langage clair, direct, parfois brutal des compagnons, tous farouchement attachés à leurs idées, fut autrement réconfortant.

Dans le même temps que notre congrès, se tenait à Toulouse, au Capitole — non, il ne s'y trouvait pas que des oies ! — celui des socialistes S. F. I. O.

Ces messieurs, a dit Paul Faure, ne s'engageront pas à la légère dans une aventure quelconque, ce qu'ils veulent, « c'est tout le pouvoir ». Cette perspective ne me réjouit pas outre mesure !...

Les néos, eux, s'étaient réunis à Toulon pour faire un succès au ministre d'union nationale Marquet, qui déclara que le parti socialiste de France devait être le bastion de la lutte antiblumiste, antimarxiste.

Les néos ne veulent plus de l'ancienne for-

mule du cartel des gauches, ils prétendent faire l'union avec les éléments « sains » : syndicalistes et anciens combattants.

Les syndicalistes feront bien de se méfier !

Notre bonne vieille dame de Ligue des Droits de l'Homme tenait, elle, ses assises à Nancy.

Certains de ses membres, parmi les plus influents, ont bien des choses à se faire pardonner, notamment en ce qui concerne l'amnistie. Mais on ne peut être trop méchant pour une ligue bourgeoise qui, suivant M. Cudenet, doit « défendre les droits du peuple contre la dictature d'une minorité, défendre la démocratie, la paix, la République ». Cette république qui ne continue « que parce que M. le colonel de La Rocque l'a bien voulu ».

Le principal droit du peuple, devant la dictature, c'est l'insurrection, n'est-ce pas, messieurs de la Ligue ?

Les anciens combattants continuent à tirer à eux la couverture. Ils ont pris, dans la vie politique, une importance dont ils ne sont pas peu fiers.

C'est à Vichy, bien connu par les qualités laxistes de ses produits naturels, que les orateurs de l'Union Fédérale des Anciens Combattants purent à leur aise développer leur plan de « rajeunissement français ». Remarquons cette observation du délégué Pichot :

— Alors que le monde regorge de biens, trente millions d'hommes sont sans travail et sont nourris, eux et leurs familles, sur le produit du travail des autres. Le chômage n'est plus un accident, mais un état endemic.

Les anciens combattants, a déclaré M. Pichot, « ne reculeront devant aucun mouvement de masse » pour faire cesser un tel état de choses. Voilà qui est net. Reste à savoir comment finira cette histoire.

J'allais oublier le fameux congrès antifasciste international organisé par les filiales de l'Internationale communiste, où, là aussi, se dépensa beaucoup de salive en faveur de la propagande russe.

Il ne me reste plus qu'à souhaiter que toute l'éloquence de ces deux jours de Pentecôte soit autre chose qu'un vain ronronnement que le vent emporte...

Pierre MUALDES.

Au travail !

Il n'est pas de militant anarchiste qui, ayant assisté au Congrès d'Unité du 20 et 21 mai, ne se soit senti reconforté par l'ambiance d'unité sincère qui s'est manifestée au cours des débats.

Si l'Union Anarchiste a pris l'initiative de convoquer ce Congrès, c'est que cela répondait au désir de chacun de nous, et aussi au désir d'un grand nombre de camarades restés en dehors de l'organisation.

Il n'est pas non plus d'époque plus favorable, pour nous, de nous unir. Chaque jour nous apporte des faits, montrant que le fascisme, et tout ce qui vit de l'exploitation de la classe ouvrière, s'organise et fourbit ses armes. Chaque jour, aussi, la presse, la grande, celle qui fabrique l'opinion, prépare la masse du peuple à de nouvelles hécatombes.

Devant cela, les anarchistes seraient restés insensibles ?

Non, ils ont compris.

Maintenant, il nous faut travailler à construire un mouvement anarchiste puissant, avec lequel les capitalistes et les politiciens endormeurs devront compter. Il nous faut des moyens, nous en avons un : **LE LIBERTAIRE**. Il n'est pas d'arme plus efficace que le journal ; sans lui, nous ne pouvons nous planter dans la masse ouvrière pour y faire valoir nos mots d'ordre et notre doctrine.

La Commission administrative de l'U. A., nommée par le Congrès, s'est réunie lundi 28 mai. Elle s'est rendue à l'évidence que, dans une situation économique et politique telle que celle que nous traversons, notre **LIBERTAIRE** ne répond pas aux besoins de la propagande, que la petitesse de son format s'oppose à une diffusion plus large, que nos moyens pour le faire vivre sont limités.

Mais elle veut s'atteler à la besogne ; elle veut, dans sa prochaine réunion, rechercher les moyens de revenir, dans le délai le plus court, au grand format et à la parution hebdomadaire.

Elle s'adresse à tous les compagnons anarchistes pour qu'ils fassent leur devoir pour **LE LIBERTAIRE**.

Avec l'aide de tous, **LE LIBERTAIRE** vivra !

Union anarchiste. Fédération parisienne

Tous les camarades et sympathisants de la région parisienne doivent retenir leur journée du :

DIMANCHE 17 JUIN

pour assister à la :

GRANDE FÊTE CHAMPÊTRE

qui aura lieu dans le bois de Garches au lieu dit « Terrain de Manoeuvres »

CONCERTS ET JEUX VARIÉS

On peut s'y rendre par le train à la gare St-Lazare. Mais nous rappelons qu'une ligne de métro vient d'être prolongée jusqu'au Pont de Sèvres. De là on peut s'y rendre à pied en traversant le bois de St-Cloud. Des flèches indiqueront le chemin.

Dans notre prochain numéro, voir l'horaire des trains.

La question agraire

(Suite)

UN MOT D'ORDRE REALISTE

Si nous étions des autoritaires étaillistes possédant le pouvoir, tout serait théoriquement et facilement réglé. Bien à l'abri dans les bureaux, nous décrerions l'expulsion « manu militari » de tous les paysans de leurs terres ; nous partagerions le tout en un certain nombre d'entreprises d'Etat ; enfin, nous y parquerions les paysans affamés, pour les faire travailler sous les ordres de fonctionnaires.

En cas d'échec : la famine et pas de socialisme. En cas de succès pas non plus de socialisme.

En opposition à ces méthodes criminelles et impuissantes, les socialistes libertaires qui condamnent également la propriété du sol, doivent affirmer un mot d'ordre réaliste :

'Aucun paysan ne peut être privé de l'usage de la terre qu'il travaille réellement.'

SON APPLICATION PRATIQUE

Plutôt que d'entreprendre en premier lieu la justification morale de ce principe, mieux vaut envisager son application pratique.

Situons-nous donc mentalement dans la révolution victorieuse, devant le problème agraire et paysan et répondons à la question : que faire ?

Les tâches et directives des organismes révolutionnaires — conseils communaux fédérés — consistent en ordre principal :

1° Examiner et recenser la répartition de la propriété agraire telle qu'elle était à la veille ou au jour de la révolution.

2° Confisquer immédiatement pour emploi au profit de la société de toute propriété que l'occupant lui-même et sa famille directe, sans l'aide de salariés, ne met pas en valeur.

Mesure secondaire : là où un paysan exploite avec l'aide de salariés une trop grande propriété ou encore en laisse une partie improductive, il appartiendrait à la commune de laisser à ce paysan l'usage d'une partie de terre suffisante à son travail et de s'emparer du surplus.

Les terres ainsi laissées à l'occupant ne sont donc plus sa propriété. Il lui en est simplement concédé l'usage, c'est-à-dire qu'elles ne peuvent être ni vendues, louées ou léguées, ni remises en d'autres mains, de quelque manière que ce soit, sous peine d'être à leur tour confisquées.

Que ce projet laisse dans l'ombre des détails de réalisation pratique, rien de plus certain. Ceux-ci ne varieront-ils pas d'un pays à l'autre et même de région à région ? On comprendra donc que nous limitons là nos directives, sous peine de substituer à la pratique révolutionnaire les vaines prétentions de tacticiens et techniciens en chambre.

On regrettera peut-être les concessions que cette partie de nos projets accordent à l'ordre établi. Pour autant qu'il y en ait réellement, nous ne chercherons pas à les masquer à l'aide de sophismes.

Nous voudrions cependant qu'elles soient objectivement considérées. En fait, ces mesures ne forment que la reconnaissance du droit de travailler individuellement et nous croyons que du point de vue libertaire, ce droit n'a guère besoin d'être justifié. Le seul reproche valable que méritent nos méthodes, c'est qu'elles tiennent compte du droit de premier occupant en laissant le paysan sur tout ou partie de son ancienne propriété.

Reconnaissons franchement que c'est là une concession à la situation de fait et aux nécessités transitaires de la construction socialiste. Il faudrait pourtant qu'avant de nous faire grief de cet « opportunisme » on nous présente une solution plus compatible avec l'intérêt de la révolution. Nous sommes, quant à nous, persuadés qu'en dehors de ces premières mesures il n'y a qu'une vague phraséologie ou des méthodes bolchevistes (et nous savons ce qu'elles valent) ou le gâchis et la famine.

(A suivre.)
ERNESTAN.

Sous le signe de l'Union sacrée

Le rideau vient d'être discrètement baissé sur la dernière comédie nationale : l'affaire Stavisky. Les politiciens de toutes nuances, par un accord tacite ont arrêté ce flux de puanteur qui aurait pu prendre des proportions facheuses pour le bon renom de certains « grands citoyens » auxquels il convenait de ne faire nulle peine, même légère ! Pour la forme quelques comparses seront frappés. Les principaux responsables pourront continuer leurs exploits en toute quiétude.

La comédie est terminée. Articles de presse et discours, rien n'a été négligé pour donner l'impression au bon Français « au vrai », qu'une vague d'honnêteté allait, irrésistible, déferler sur le pays le plus spirituel de la terre et réveiller la morale et les mœurs passablement décadentes.

Pour inaugurer cet « ordre » nouveau qui doit inévitablement ramener la prospérité les phalanges patriotardes ont poussé au pouvoir leurs créatures. Sous le signe de l'union sacrée le vieux père de Tournefeuille et ses amis préparent un monstrueux holocauste à la patrie des marchands de canons.

La politique des Delcassé et des Poincaré est remise en pratique. Cette politique donna de si bons résultats dans le passé qu'il est permis de prévoir dès à présent des aboutissements identiques, c'est-à-dire une conflagration mondiale.

Après avoir failli à tous leurs engagements envers les peuples, nos gouvernements tentent de renverser les responsabilités. Après leur refus catégorique de désarmer, ils ont l'hypocrisie de s'indigner lorsque d'autres puissances émettent les mêmes prétentions. Au signal d'un chef d'orchestre invisible, avec un ensemble qui ne saurait surprendre les initiés, les journaux ont commencé une ardente campagne contre le réarmement de l'Allemagne. Des journalistes comme Pierre Hamp, qui se disait il y a peu de temps des hommes de gauche, ne craignent point aujourd'hui d'emboîter la trompette chauvine et de faire chorus avec ces « bellicistes professionnels » qui ne sont jamais las de la guerre ayant coutume de la faire avec la peau des autres.

Il est clair que notre gouvernement de trêve et de bonne humeur (!) cherche à mettre tout en œuvre pour parvenir à des fins qui sont loin d'être pacifiques.

Si l'on agite l'épouvantail germanique ce n'est certainement pas sans raison. On sait fort bien qu'à l'heure actuelle les forces militaires de l'Allemagne sont dérisoires en comparaison des forces formidables de la France et de ses alliés. Le journaliste américain Knickerbocker au cours d'une enquête sur la question, affirme que la France et ses alliés en cas de guerre pourraient mettre sur pied des effectifs sept fois plus nombreux que ceux de l'Allemagne. Il est donc indubitable que l'on anticipe singulièrement sur les événements lorsqu'on nous montre une Allemagne belliqueuse, dressée toute entière, prête à l'attaque. Il apparaît même que le danger belliciste n'est pas seulement constitué par les hordes hitlériennes. En France des formations en tout point pareilles, également nourries de la mystique d'une violence sadique, prétendent imposer par la force ce culte bestial de la race et de la nation.

Toute cette propagande, abondamment arrosée par le Comité des Forges, est faite dans le but de créer une psychose qui puisse favoriser un coup de force, s'il en était besoin, pour résoudre la question de la Sarre. On ne saurait douter dès maintenant des résultats du plébiscite. La grosse majorité des Sarrois ira à l'Allemagne. Nos industriels admettront difficilement cette solution. Les mines de la Sarre sont pour eux une grande source de profits grâce aux dispositions douanières actuellement en vigueur. Les requins de l'industrie défendront donc certainement avec acharnement leurs privilégiés. La chair à mitraille n'a jamais eu, à leurs yeux, une bien grande valeur ; de plus, à l'époque présente, le pullulation humaine, la pléthora d'énergie inemployée peuvent leur faire envisager la nécessité d'une action guerrière que M. Paul Bourget déclarera régénératrice. Guerre préventive (!) ou réoccupation de la Ruhr, voilà vraisemblablement l'alternative envisagée par les pourvoeures de charniers qui « tiennent en laisse » le gouvernement d'Union Nationale.

Profitours, mercantis et politiciens commencent à exulter. Ils entrevoyent de vastes débouchés, des satisfactions nouvelles pour leurs sordides appétits. Les petits sacrifiés des bandes Daudet-Coty-Taittinger, n'éprouvent pas une sensation moindre. Ils sentent l'odeur du sang. Comme leurs aînés ils sauront faire œuvre de cannibales au nom des fétiches Dieu et Patrie.

Mais il semble bien, en dépit du désarroi qui caractérise notre époque, que l'immense masse ouvrière n'a pas encore accepté l'éventualité d'une nouvelle boucherie. De cette masse peuvent naître des réactions extrêmement violentes qui fassent reculer les « ordonnateurs » d'une nouvelle hécatombe. Il faut donc sans plus attendre, préparer les travailleurs à la grève générale insurrectionnelle, seule solution efficace contre la guerre. Il faut que les anarchistes intensifient leur action pour propager parmi les travailleurs les idées rationnelles, générales, qui feront obstacle aux sinistres desseins des « hurleurs nationaux ».

Nous revivons aujourd'hui les heures troubles qui précédèrent la grande « curée patriotique » de 1914. Le passé renait, un passé qui s'attache tenacement aux hommes coupables ceux-ci de n'avoir point su rompre avec ses lois inhumaines, avec ses traditions sanglantes. Il y a trop longtemps que les blessses poussent sur des tombes... Il est temps que les exploités se dressent pour proclamer, dans un monde nouveau, le droit au bien-être et à la liberté.

Samuel VERGINE.

AUX HASARDS DU CHEMIN

« Un rapport de M. Henderson et une réponse de M. Barthou », imprime l'Œuvre. Et nous sommes bien d'accord que M. Barthou ait pu dépassé son contradicteur. Au surplus, pourra-t-il être autrement ? Vous représentez-vous un délégué français à la S.D.N. mis en difficulté par son adversaire ? Grâce à Dieu, nous avons toujours triomphé avec M. Herriot contre M. MacDonald, avec M. Chéron contre M. Snowden... C'est une grâce particulière qui ne nous manque jamais. La France doit être toujours la première dans les jeux de la langue comme dans ceux de la guerre. Heureux pays !

**

C'est encore dans l'Œuvre que nous célébrons, avec tout le respect qu'il se doit, cette délicate citation de M. Herriot s'adressant à la jeunesse lors de la Fête Civique de dimanche dernier : « Vous passerez indifférents à ce que ne vous dictera pas votre conscience. Vous resterez de vrais républicains et d'honnêtes gens. » Comme chacun sait, M. Herriot est expert en matière de républicanisme et d'honnêteté, tout comme son ami (c'est lui-même qui l'a dit), M. André Tardieu. Espérons que les assistants de la Fête Civique comprendront la leçon. Pour peu que les circonstances les favorisent, ils s'apercevront qu'une semblable honnêteté est, somme toute, d'un assez bon rapport et qu'il est infinité plus compliqué et dangereux d'être une crapule, c'est-à-dire de respecter ses engagements.

**

Voici MM. les chats-fourrés occupés à secouer leur hermine un peu crottée à la suite de certaine aventure. Ils ont tenu un grand congrès à Lyon et, après avoir adopté un vœu de sympathie en faveur de l'intégrale président Lecourré, ils sont tombés d'accord pour constater que, malgré tous les raccourcis, ils sortaient de l'affaire Stavisky, lavés de tous soupçons. C'est du moins eux qui le disent. Ecoutez-les : L'Association Amicale de la Magistrature... constate avec satisfaction que la probité, l'impartialité et la moralité de la magistrature demeurent intactes. Cette déclaration coupera court, espérons-le, à certains bruits fâcheux répandus par de mauvais esprits. Tout comme M. Herriot, Gréppeminaud n'écoute que sa conscience. Qu'on se le dise.



VERS LA COURSE AUX ARMEMENTS

Il est clair que maintenant on n'y va plus : on y court.

Où ça ?

Mais à la guerre farouche, et en attendant au réarmement général.

Soyons prêts. Qu'il ne manque pas un bouton de gilet et un bouton de tank — c'est le mot d'ordre de notre presse française, plus forte et indépendante que jamais, comme chacun sait.

A ce sujet, la presse parisienne de grève de information se distingue tout particulièrement.

Ce ne sont en ce moment que reportages, « révélations » sensationnelles, sur les armements de l'Allemagne. Tout cela, dans le but évident d'affoler l'opinion publique et de permettre à l'Etat-Major d'obtenir les deux ans et les 3 milliards de crédits supplémentaires qui manquent encore à son bonheur.

DU CÔTÉ DES JOURNALISTES (sic)

On peut être certain que ce beau travail ne s'accomplit pas à l'œil et gratis pro deo.

Ce n'est pas pour rien non plus que la grande presse a fait le tam-tam que l'on sait en faveur de l'élection à l'Académie des Sciences morales (sic) et politiques du sieur Schneider.

De son côté le Gouvernement, malgré ses déclarations sur la suppression des fonds secrets (sic) n'rigolade) ne doit pas rester inactif. Il doit y avoir du bon pour les journalistes (sic) du côté de la place Beauvau et du Quai d'Orsay.

Il y a pourtant un journal, et un grand Paris-Soir pour ne pas le nommer — qui fait actuellement grise mine à notre sympathique (n'est-ce pas ?) ministre des Affaires étrangères.

Oh ! ça se passe gentiment et sans avoir l'air d'y toucher. Mais il n'en est pas moins certain que le nom de Barthou n'est jamais, jamais cité depuis quelque temps dans Paris-Soir. On n'emploie pour le désigner — c'est une consigne formelle — que des périphrases comme : « Le délégué de la France », « le ministre des Affaires étrangères » où ce que vous voudrez.

Qu'a fait le client de Jacqueline pour encourir l'ostacisme d'un des plus beaux spécimens du bavardage de crânes imprimé ?

VERS UNE ALLIANCE FRANCO-SOVIETIQUE ?

Dans le domaine de la politique extérieure également il est certain que le monde tend à se retrouver dans une situation analogue à celle de 1914 : des blocs et des alliances d'impérialisme en rivalité.

A ce propos, le rapprochement franco-soviétique auquel nous assistons est particulièrement significatif.

On connaît la proposition de Barthou d'accueillir l'U.R.S.S. dans la S.D.N. On connaît même qu'il y aurait une alliance militaire occulte entre l'armée rouge et l'armée française.

En tout cas, le changement d'attitude de la presse communiste, de l'Humanité surtout, est tout à fait « curieux ». On ne retrouve plus dans le « journal des masses » les violentes diatribes qu'on lisait naguère quotidiennement contre la France qui préparait la guerre contre l'U.R.S.S. et était à la tête de la croisade antisoviétique, qui... que... etc.

Dimanche dernier, dans l'Humanité, on pouvait même lire un étrange article de Gabriel Péri sur l'adhésion de l'U.R.S.S. à la S.D.N.

En y dénonçant le Japon et l'Allemagne qui ont remplacé la France à la tête de la « conjuration antisoviétique », Gabriel Péri ajoutait :

Il est trop évident que l'intérêt de la paix, l'intérêt du prolétariat mondial exigeant que ces foyers de guerre soient isolés, que les fauteurs d'aventures soient mis hors d'état de nuire, que soient entravés les efforts déployés par les dirigeants de Tokio et ceux de Berlin pour entraîner les autres impérialismes dans une aventure antisoviétique.

En langage clair « isoler les foyers de guerre », empêcher de suivre « les fauteurs d'aventures », cela veut dire que les Soviets sont prêts, eux aussi, à contracter avec des pays capitalistes et petits-bourgeois comme la France, des alliances et à s'intégrer à l'occasion dans des coalitions qu'ils dénoncent naguère avec tant de véhémence.

Déjà les fonds russes remontent en Bourse. Reverrons-nous dès lors avant longtemps un nouvel amiral Avelan défilant sur les boulevards, avec les marins russes, comme au beau temps du tsarisme et de l'alliance franco-russe ?

L'INQUIETUDE SOVIETIQUE ET LE SORT DU PROLETARIAT MONDIAL

Il est de fait que les dirigeants du Kremlin redouent par-dessus tout les entreprises japonaises et les menaces hitlériennes. Il leur faut pouvoir édifier le stalinisme en toute sécurité. Dès lors, on comprend le rapprochement par eux tenté avec la France par exemple pour neutraliser au moins d'un côté la menace allemande.

Mais tout cela doit évidemment avoir une contre-partie. Donnant, donnant. Et ce n'est pas par une révélation soudaine que les capitalistes français découvrent les avantages d'un rapprochement franco-soviétique. Il n'est pas absurde de penser que l'entretien de la division des forces ouvrières pourrait être la monnaie de ce marché. Et l'on connaît qu'un prolétariat français uni affaiblirait d'autant le nationalisme et l'agressivité des cercles militaires. Ainsi ceux qui disent que le machiavélisme des dirigeants staliadiens irait jusqu'à sacrifier une notable partie du prolétariat mondial au triomphe du stalinisme, ne se trompent peut-être pas tellement.

« ETHYLISME » ET IVROGNERIE

S'il arrive qu'un quidam quelconque prenne fréquemment la cuite, on dit justement que c'est un ivrogne, un saoulard, un pochard, un alcoolique. Ainsi un ouvrier, un roturier, un manant quoi ! peut s'adonner à l'ivrognerie.

Mais quand il s'agit d'un descendant des croisés, d'un aristocrate de grande lignée, d'un comte de Ségur pour tout dire, qui passe comme une bourrique, comme à sa quotidienne habitude, écrase à 90 à l'heure une malheureuse journalière, alors là le vocabulaire lui-même s'ennoblit.

On dit dans ce cas que l'« accident » — car, n'est-ce pas, ce n'est plus qu'un accident — est dû à une « intoxication éthylique » qui a désorganisé l'équilibre du mari de Cécile Sorel.

C'est à Paris-Soir que nous devons cette trouvaille, et reconnaissions qu'elle méritait d'être signalée.

LE CONGRÈS D'UNITÉ DES ANARCHISTES

(Suite de la première page.)

Frémont (groupe du 20^e) souligne de son côté l'inutilité de reprendre un débat tranché depuis dix ans. Il montre qu'il est impossible à l'individu de se dégager de la société, fût-ce pour une demi-heure. De sorte que l'individualisme pur est quelque chose d'inexistant. Mais l'individualisme bourgeois basé sur la propriété individuelle et sur l'Etat qui la défend, existe. Frémont craint que la faiblesse de la propagande anarchiste ne réside précisément dans l'oubli de la conception de Bakounine qui envisageait l'action des individualités capables de remuer les masses, non celle des individus s'exerçant en dehors des masses.

Les nombreuses interventions qui suivent marquent que l'accord est facilement réalisable sur deux points. Tous les congressistes sont partisans de l'organisation. Tous sont d'accord pour œuvrer en commun, avec nos camarades individualistes le plus souvent possible.

Nombreux sont en outre les représentants des groupes de l'U. A. C. R. qui ne voient aucun inconvénient à ce que le Congrès décide de revenir à l'ancienne appellation « l'Union anarchiste », étant entendu que les camarades désireux d'y entrer devront en accepter les principes, l'organisation fédéraliste, les méthodes d'action et de propagande.

LA QUESTION D'ORGANISATION

Ce premier point réglé, l'accord s'établit ainsi sur la nécessité d'un programme positif, d'une action capable d'influencer sur le mouvement ouvrier, de mots d'ordre révolutionnaires précis.

Le manque de clarté de la doctrine des partis « révolutionnaires » nous impose à nous, anarchistes, d'apporter cette clarté. Par conséquent, la lutte doit se faire en s'appuyant sur une base doctrinale solide et claire, sur une organisation sérieuse ne cessant pas d'être en contact avec les travailleurs et dans laquelle toutes les critiques devront se faire jour et être discutées sans partis pris.

Le Meillour (groupe de Bezons) connaît et expose la nécessité — devant laquelle il s'est trouvé — de prendre en certaines circonstances pressées, des décisions (meetings, manifestations, etc., etc.) sans l'avis des camarades ; la nécessité également pour les groupes de s'entendre et de se relier pour la propagande, et de faire dans ce but des versements à la volonté de chaque groupe, d'accord en cela avec la motion d'Orléans (1927).

Un camarade de Villejuif a quitté l'U. A. C. R. après le Congrès d'Orléans de juillet dernier à cause de la motion sur la cotisation obligatoire. Celton n'est pas partisan non plus d'une « organisation autoritaire avec statuts et cotisations ».

De nombreux groupes d'U. A. C. R. de leur côté, restent toujours partisans de versements au moyen de cotisations mensuelles, à cause des facilités de trésorerie obtenues. On voit de quelles sommes on peut disposer sur l'heure, sur quelle somme on peut compter dans un délai rapproché. Quelques-uns cependant n'attachent pas à la carte une importance excessive et sont prêts à des concessions sur ce point qui ne doit pas nous diviser.

Le groupe de Coursan, de son côté, s'élève seulement contre le prix de la carte annuelle qu'il voudrait voir ramené à un franc.

En définitive, l'accord est entier sur la nécessité de l'organisation et sur la nécessité des versements réguliers pour assurer la vie de l'U. A.

La commission de résolution, en insistant sur ce point, laissera aux groupes le choix dans la modalité de leurs versements, achats de timbres par les groupes qui en sont partisans, suivit d'un mandat pour les autres.

LA QUESTION SYNDICALE

Sur ce point comme sur le précédent, c'est aux camarades qui ont quitté l'U. A. C. R. à formuler les raisons de leur départ.

Lauzille (groupe du 10^e) rappelle les

critiques présentées sur ce point l'année dernière par son groupe à Orléans. Mais c'est pour noter que la position des groupes d'Action libertaire a beaucoup évolué sur ce point depuis quatre mois. Les événements de février y ont beaucoup contribué. Aujourd'hui le groupe du 10^e est d'accord pour maintenir le statu quo.

Le Meillour note que le groupe de Bezons adhère en majorité à la C.G.T. S.R. mais qu'il tend la main à tous les anarchistes, quel que soit le syndicat auxquels ils appartiennent.

Comme Le Meillour et Lauzille, de nombreux camarades partisans de la C. G. T. S. R. se rallient au statu quo. Marchal notamment apporte l'adhésion des groupes d'Action libertaire à cette façon de voir.

C'est donc sans aucune difficulté que la tactique constante de l'U. A. depuis plusieurs années — et à Orléans l'an dernier — est approuvée par le Congrès : que chacun travaille à l'unité syndicale, qui seule compte en définitive, dans le syndicat où les circonstances (locales ou professionnelles) l'obligent à adhérer.

LA LUTTE CONTRE LE FASCISME ET LA QUESTION DU FRONT UNIQUE

C'était en apparence le point névralgique du Congrès. Pourtant de l'ensemble des débats se dégage la volonté de chacun de participer à la lutte contre le fascisme de toute son énergie.

C'est surtout des constatations de fait qui sont apportées à la discussion.

1^e D'une part, beaucoup de camarades isolés dans leur localité ne peuvent exercer aucune action par leurs propres moyens. A moins de se croiser les bras, ils ont préféré chercher à s'entendre avec des organisations ouvrières ou politiques ou même entrer dans les comités d'Amsterdam-Pleyel.

2^e D'autre part, de nombreux groupes ont réussi un accord local avec des groupements luttant contre le fascisme. Ils ont obtenu, pour former des comités de vigilance ou d'action antifascistes, des conditions qui garantissent leur indépendance et leur donnent la possibilité de faire entendre la voix des anarchistes dans les meetings et manifestations.

3^e D'autres groupes enfin, ont tout tenté dans le même but, et se sont heurtés aux nombreuses filiales du parti communiste et surtout au sectarisme de celui-ci. Mais leur échec ne les a pas empêchés d'entrer dans la lutte aux côtés ou devant la masse ouvrière, le 12 février notamment, et ils ne manquent aucune occasion de faire une propagande efficace dans toutes les manifestations ouvrières.

Comme sur la question syndicale, en présence de ces faits, de nombreux congressistes pensent qu'il est inutile de dicter à l'ensemble des anarchistes-communistes une ligne de conduite rigide, systématiquement pour ou contre le front unique, qui s'est réalisé en certains points, et qui, ailleurs, se constitue spontanément dans la rue.

Mais le front unique contre le fascisme apparaît comme un moyen de préparer l'unité ouvrière, et, en posant la question d'une manière constante aux partis et aux organisations qui se réclament de la classe ouvrière, on verra bien lesquels répondront négativement, lesquels chercheront à saboter à leur profit, et nous ne craindrons pas leurs critiques si les faits nous donnent raison.

L'accord de principe étant réalisé, la commission de résolution, sur ce point particulier n'aura plus qu'à l'enregistrer.

**

La matinée du lundi 2 mai est occupée en partie par les travaux de la Commission. Le texte qu'elle soumet au Congrès, après quelques modifications de détail, recueille l'adhésion de la presque totalité des délégués, manifestant ainsi leur ardente volonté d'aboutir à un accord solide, préface d'une action de plus en plus étendue.

Après cela, l'adhésion à l'U. A. d'un

vieux camarade paysan venu de l'Yonne tout exprès, souleva les applaudissements de tous les camarades présents.

LE LIBERTAIRE COMITÉ DE RÉDACTION ET COMMISSION ADMINISTRATIVE

La majeure partie de la dernière séance du Congrès est consacrée à la question du « Libertaire ».

Des critiques de détail ont déjà été apportées par Hoche Meurant, Trigaux, Peinaud.

Frémont a constaté avec plaisir que les explications données à la suite de ces critiques en ont réduit l'importance à celle d'incidents qui ne peuvent mettre en cause toute une rédaction.

Aucune objection ne s'élève quand Peinaud exprime le désir de la Fédération du Nord-Est qui tient à ce que le « Libertaire » soit le seul organe de l'Union anarchiste. Pour administrer le journal sur les bases de la résolution votée, Peinaud fait confiance aux camarades de la région parisienne parce que la province, dit-il, est mal qualifiée.

A la demande d'un camarade, et malgré le désir opposé de la majorité du Congrès, Scheck fait un exposé de sa gestion du Libertaire qui donne satisfaction à tous. Il montre les efforts considérables faits, malgré de faibles ressources pour faire paraître des numéros spéciaux, qui d'ailleurs n'ont entraîné aucun déficit supplémentaire.

Peinaud insiste pour que le Libertaire redeienne hebdomadaire sur grand format, et pour que chacun fasse un effort pour une activité plus grande.

Scheck ayant indiqué qu'il ne peut plus assurer l'administration, Lecoin propose pour cette fonction, Faucier. Celui-ci, très pris par son action syndicale se récuse. Brousse (groupe de Bezons) propose à son tour Vergine qui acceptera si le Congrès le désigne.

Après long débat, le Congrès en vient, malgré insistante de nombreux camarades, en faveur de Faucier, à accepter le point de vue Haussard à élire un administrateur et un secrétaire de la rédaction. Le choix du Congrès se porte sur Dhermy et Vergine. Fournier est élu secrétaire de l'U. A.

Le Congrès procède ensuite à l'élection des membres de la Commission administrative de l'U. A. et du Comité de rédaction du « Libertaire ».

Les camarades suivants sont désignés :

1^e Pour la C. A. :

Brière, Dhermy, Faucier, Sébastien Faure, Frémont, Jean Girardin, Le Meillour, H. Lucien, Marchal, Maudès, Ribeyron, Scheck, Vergine, un camarade des jeunes anarchistes;

2^e Pour le Comité de rédaction :

Louis Ander, N. Faucier, Sébastien Faure, R. Frémont, Lashortes, H. Lucien, Marchal, P. Maudès, S. Vergine.

**

A l'ouverture des débats, Faucier avait adressé le salut fraternel de tous les congressistes à notre camarade Saïd Mohammed, victime de la répression bourgeoise et de la ville calomnie de l'« Humanité », ainsi qu'aux victimes de la double catastrophe du siège de Lambriches.

A l'issue du Congrès, Haussard regrette que l'on n'ait pas discuté davantage de la propagande. Il insisté auprès de tous les camarades capables de développer un sujet pour qu'ils prêtent leur concours actif à la propagande (meetings, causeries, etc.). Des questions de détail concernant la rédaction et la commission administrative sont ensuite tranchées.

Un appel chaleureux est fait en faveur du Comité de l'Entr'aide. Le groupe de Coursan demande l'adhésion effective des groupes d'U. A. à l'Entr'aide, et Dhermy fait approuver le principe de versements réguliers à l'Entr'aide comme à l'U. A., ainsi que le versement de 10 % des recettes de chaque groupe à la Caisse d'avant-Congrès. Il insiste pour que chaque camarade fasse adhérer d'autres organisations à l'Entr'aide.

Planche met à la disposition des groupes parisiens la salle du groupe de la synthèse.

Baboust informe le Congrès que le Groupe artistique de Floréal a déjà organisé des soirées en faveur des groupes d'avant-garde et qu'il continuera.

Ringeas demande aux camarades de province de mettre les jeunes en relations avec le groupe de la jeunesse anarchiste à Paris, et de fonder en province des groupes de J. A.

EN ESPAGNE

Après quarante jours de grève générale Saragosse ouvrier et libertaire a triomphé

On se rappelle que la grève générale fut proclamée à Saragosse pour protester contre les sévices exercés par les autorités sur les « prisonniers sociaux ». Ce geste de solidarité ayant servi de prétexte au patronat pour procéder à une sélection de personnel, la grève fut continuée pour la défense des camarades expulsés des usines.

Pour soutenir les grévistes Aragonais, les ouvriers de Madrid et de Barcelone vinrent s'inscrire pour recueillir les enfants de leurs compagnons en lutte. Plusieurs milliers de pesetas furent réunis en quelques heures pour subvenir aux frais de transport. Devant l'attitude magnifique des travailleurs espagnols le gouverneur et le patronat, au bout de quarante jours d'arrêt complet du travail, se déclarent vaincus et prêts à céder sur tous les points. Ces résultats admirables montrent la puissance de la C. N. T. et de la F. A. I. animées par nos idées libertaires.

Cependant en Espagne la répression s'accentue. Les tribunaux d'urgence distribuent les condamnations sans arrêt. A Malaga, plusieurs militants ont été condamnés, dont le compagnon José Paréja, gratifié de quatre ans de bagne pour avoir tiré sur les « gardes de sécurité ». A Saragosse le camarade Valentín Roca, accusé de fabrication de bombe et le camarade Antonio Martín accusé de détention d'explosifs ont été condamnés à huit ans de prison. La fauve « République des travailleurs » est devenue la République des policiers et des gardiens de prison. Mais les politiciens ne pourront pas juguler la révolte à leur guise; en dépit de toutes les coercitions le peuple d'Espagne continuera à lutter pour l'instauration du communisme libertaire.

LE COIN DES JEUNES

CROIX DE FEU ?

Croix de feu ? c'est le titre d'une brochure éditée par les farouches nationaux du même nom... Sur la couverture de cette brochure, s'étaise l'emblème habituel de ses messieurs. Une tête de mort sur deux glaives. Il est curieux de constater que des individus qui prétendent faire revivre la France adoptent comme signe de reconnaissance un emblème de mort. Et, à moins de se référer à ce paradoxe *Vita ex morte* (la vie sort de la mort) leur emblème est en contradiction formelle avec leur soi-disant volonté.

Dès la première page, c'est l'apologie des « Croix de Feu » qui commence. Il est dit que ce mouvement est purement national. Puis : « Nous ne nous réunissons pas pour défendre des intérêts particuliers quelconques, mais pour entretenir entre nous et communiquer à tous ceux qui nous entourent l'idée pour lequel, il y a vingt ans, nous avons accepté de nous sacrifier ». Alors, il y a vingt ans, vous vous êtes sacrifiés volontairement ! Vous allez un peu fort. Si vous avez accepté de vous « sacrifier », c'est comme beaucoup d'autres, par la crainte des gendarmes, par lâcheté.

Avez donc, aujourd'hui, la pudeur de ne pas parler de votre sacrifice volontaire.

« Pas de politique propre en démocratie sans élite morale organisée » disent ces nobles ex-soldats. Puis, ils nous font toute une théorie sur l'élite de la nation; et, tous naturellement, ils arrivent à cette conclusion : l'élite, c'est eux. Point d'élite en dehors des Croix de Feu... La France leur a confié sa destinée. Ils ont été choisis, ils ne se déroberont pas, ils feront leur devoir, ils sauveront la France i

Eh là ! Doucement. Qui vous a demandé de sauver la France ? Vous profitez des circonstances pour clamer bien haut que vous, Croix de Feu, sacrifiés volontaires, vous fûtes choisis d'une façon incontestable. Et cela, parce que vous avez combattu l'ennemi, vous avez défendu la Patrie, les foyers, la terre sacrée, etc. Et vous prétendez aujourd'hui avoir mérité la reconnaissance générale. Vous avez défendu, non pas la Patrie et autres balivernes, mais les intérêts capitalistes, l'argent des exploitants. Vous dites : « Nous avons déjà sauvé la France ce, nous la sauverons encore. » Inutile. Les travailleurs ont apprécié le résultat de la première expérience. Ils ne tiennent pas à en tenter une seconde.

Et, puisque vous avez eu la stupidité de nous laisser casser la figure, messieurs les héros involontaires, n'exploitez pas votre lâcheté, et fichez-nous la paix.

Granger.

chiste à Paris, et de fonder en province des groupes de J. A.

Il est décidé enfin de fonder ou de redonner vie aux comités de liaison avec nos camarades espagnols et italiens.

La dernière séance est levée à 18 heures dans une atmosphère de cordialité et d'harmonie qui font bien augurer de l'avenir.

TRIBUNE SYNDICALE

LE CHOMAGE

Comment résorber le chômage ? Plus que jamais cette grave question se pose. Tous les jours, les journaux nous apprennent le suicide de chômeurs qui de désespoir ne voient plus d'autres issues à la crise.

Les événements d'Allemagne se renouvellent. Va-t-on assister à la même passivité de la part des organisations ouvrières que celle qui eut lieu dans ce pays ?

On est en droit de le penser lorsque l'on voit le peu d'action pratique qui est faite en ce sens. Les chômeurs sont abandonnés à leur triste sort, ou plutôt sont livrés à la démagogie fasciste.

Déjà la Solidarité Française recrute des chômeurs pour la vente de ses torchons, et pour les enrégimenter dans ses troupes d'assassins à gage. Pour une assiette de soupe, les chômeurs sont à vendre.

Ceci est extrêmement dangereux.

La C. G. T. U. se livre à son éternelle démagogie et ne donne aux chômeurs comme consolation que ses mots d'ordre ultra-révolutionnaires. Ces gens sont incorrigibles ; n'en parlons pas.

De la part de la C. G. T. un seul mot d'ordre : du travail, et pour cela faire réclamer la semaine de 40 heures, et les grands travaux qui emploieront de nombreux bras.

Nous avons déjà dit ce que nous pensions de ces remèdes. La semaine de 40 heures, lorsqu'une très grande quantité d'ouvriers ne font que 36, voire 30 heures par semaine. Les grands travaux, ce qu'ils peuvent donner ? le plan Marquet vient de nous l'indiquer. D'après les chiffres officiels eux-mêmes et par conséquent au-dessus de la vérité 80.000 chômeurs seront employés ; dans un pays qui en compte un demi-million, c'est ridicule. Et de plus quand commenceront ces grands travaux ? pas avant six mois ; les verrons-nous jamais ?

Pendant ce temps les sans-travail se désespèrent, ils voient leur triste sort empirer de plus en plus, et aucune possibilité de sortir de cette situation.

L'expérience de l'Allemagne doit toujours être présente à nos yeux, nous ne devons pas oublier que c'est l'extrême misère des chômeurs allemands qui les a précipités dans les bras d'Hitler.

Diminuer les heures de travail, s'efforcer de remployer le plus grand nombre de bras, nous en sommes partisans, mais que l'on nous comprenne, nous disons que ces moyens sont inefficaces devant une crise aussi profonde que celle que nous subissons.

Il faut avant toute chose, empêcher les chômeurs de tomber dans la démagogie fasciste, surtout que nous ne pouvons pas oublier que ces derniers trouveront un écho facile, en lançant le mot d'ordre : du travail pour les Français, d'abord.

Que faut-il faire ?

Une seule chose : organiser les chômeurs. A la C. G. T. on n'en est pas partisan, lorsque l'on pose la question on vous répond : les chômeurs n'ont qu'à adhérer au syndicat.

C'est peut-être très bien du point de vue orthodoxie, mais ce qu'il y a de certain, c'est qu'ils n'y vont pas. Devons-nous attendre à ce qu'ils viennent à nous, ou n'est-ce pas le rôle de l'organisation d'aller à eux.

Comme argument définitif on peut nous présenter le peu de sérieux et le peu de résultat des comités de chômeurs organisés par le Parti communiste ; à cela nous répondrons simplement que les syndicats unitaires eux aussi ont fondu comme du beurre au soleil ; est-ce que cela prouve que le syndicat ne vaut rien ?

SAMEDI 9 JUIN

à 20 h. 30

A LA SALLE DES FETES
10, rue de Lancry

GRAND GALA DE LA PAIX
organisé par les Amis de Victor Méric
et la Patrie Humaine

Marianne Oswald, Maurice Ros-
tand, Jean Bastia, Souplex, René
Paul, Eugène Wyl et vingt vedettes !

GILLES ET JULIEN

Prix des places : 5 francs

LA SOCIETE FABRIQUE DES CRIMI-
NELS POUR PROUVER SON UTILITE EN
LES PUNISSANT.

Aurélien Scholl.

Que l'on n'oublie pas que dès le début, ces comités marchaient très bien, de nombreux chômeurs s'y sont rendus, mais devant la politique sectaire des communistes, ils ont quitté. Où sont-ils maintenant ?

L'idée de ces comités, quoi qu'on puisse en dire était bonne, et nous reviendrons sur ce sujet dans notre prochain numéro, mais tout comme les organisations syndicales, pour qu'elles puissent vivre et se développer, il faut qu'elles soient indépendantes de tout parti politique.

Il appartient donc aux syndicats de les constituer et de les contrôler, en ne posant qu'un seul but : la défense des chômeurs.

Si la C. G. T. ne veut pas manquer à son rôle, elle doit s'y employer au plus vite, l'avenir du prolétariat en dépend. Pour notre part nous reviendrons d'une façon incessante sur cette importante question.

BESOGNE DE TRAHISON

Dans « Le Peuple » du 29 mai nous relevons de l'éditorial signé C. G. T. l'entrepreneur suivant : « Il y a un romantisme que nous avons condamné avec vigueur. Nous ne croyons pas aux possibilités de l'insurrection armée... »

Le romantisme des barricades personne n'y croit plus en France. Sauf les camarades communistes qui ont un peu de retard.

Que pensent de ceci les cochons de payants révolutionnaires ?

Deux jours après la commémoration de la Commune, une pareille déclaration équivaut presque à une insulte.

De plus que signifie dans un journal syndical cette attaque contre la politique communiste, alors que l'on se targue de neutralité et d'indépendance à l'égard des doctrines de partis.

Certes nous conservions peu d'illusions sur le potentiel révolutionnaire des bonzes confédéraux, mais qu'on se serve de notre argent, péniblement amassé, pour détruire dans l'esprit des militants toute possibilité d'une transformation sociale par l'insurrection, cela passe les bornes.

Nous le répétons : si dans un organe syndical on n'a pas à le prôner, on ne doit pas davantage le condamner.

Les militants révolutionnaires doivent protester contre ce sabotage en posant la question dans leurs syndicats respectifs.

Un peu de pudeur serait de mise de la part de gens qui ont accumulé les faillites par leurs méthodes de collaboration gouvernementale.

Nous avons eu les déclarations véhémentes de Juchau au dernier congrès, exigeant (par quel moyen ?) que le régime défaillant remette aux organismes économiques compétents le soin de réorganiser l'économie du pays sur des bases rationnelles ?...

Ces paraboles n'ont rien apporté, pas plus d'ailleurs qu'à Genève ou au Conseil National Economique.

Nous avons eu récemment le plan d'urgence de Rénovation Economique et Sociale (comment l'appliquer ?) par lequel on continue à se faire proprement de l'opinion publique en général et en particulier de celle de la base confédérée, qu'on n'a pas encore trouvé moyen de consulter.

Nous pensons que cela a assez duré.

Les paniquards démagogiques devront cesser leur mauvaise besogne sinon il y aura du scandale dans la maison.

Avertissement sans frais.

Un groupe de syndiqués confédérés.

La bonne combine

Germain-Martin, grand stratège de la réforme fiscale (sur le dos des petits contribuables), est un réaliste convaincu, qui pense que l'argent qu'il escroque si gentiment au facteur et au cantonnier, doit pour conjurer la crise, être rendu à la circulation.

De fait, il s'y emploie de son mieux, ainsi qu'en témoigne le texte suivant qui est la reproduction d'une affiche éditée par la Fédération des Fonctionnaires pour être placardée sur tous les murs de France :

RENDEZ L'ARGENT

Le ministre des Finances, M. Germain-Martin, prêche la pénitence.

Il recommande aux Français de se serrer la ceinture, fait pleuvoir sur leur tête l'averse des décrets-lois et organise la politique de déflation qui agrave le chômage et accente le talentissement des affaires.

Mais M. Germain-Martin donne-t-il, lui, l'exemple de la pénitence, comme il le devrait ? Non.

En 1933, il a perçu, en plus de ses 60.000 francs d'indemnité parlementaire, la somme de 52.375 fr. en qualité de professeur à la Faculté de Droit de Paris, pour des cours qu'il n'a pas faits.

Rendez l'argent, monsieur Germain-Martin.

Cumulard et voleur !

Certes au pays des Stavisky c'est devenu chose normale et G.-Martin aurait eu tort de ne pas mettre à profit son passage aux Finances.

Jusqu'à ce que les P.C.D.F. se fâchent...

Au Mur des Fédérés

MANIFESTATION DE FORCE !

Le coup de main fasciste du 6 février n'aura pas profité qu'à la réaction. A quelque chose, malheur est bon, dit-on. En effet, petit à petit les yeux se déclinent. La classe ouvrière, malgré les manœuvres intéressées des chefs politiques, continue le mouvement d'unité commencé le 12 février.

Par sa volonté, les organisations syndicales et révolutionnaires, après une trêve de plusieurs années, se sont à nouveau retrouvées pour rendre à la commémoration des combattants de la Commune son caractère de force et d'unanimité contre le régime des affameurs capitalistes.

La Fédération parisienne de l'Union Anarchiste, qui a multiplié les démarches pour aboutir à ce rapprochement, a vu ses efforts récompensés.

Du métro Avron au Père-Lachaise, 70.000 à 80.000 travailleurs étaient réunis pour faire revivre le souvenir de la lutte héroïque des Communards et clamer leur haine de la guerre et du fascisme.

Cela malgré les jésuites moscoutraires qui, se souciant peu, en un pareil moment, de réduire la portée d'une telle manifestation, avaient accumulé les obstacles pour en empêcher le monopole, en écartant de l'organisation du cortège tous les groupements non-influés au P.C.

N'ayant pu y parvenir, ils défilèrent les premiers, ralentissant ou s'arrêtant à dessein pour se maintenir dans le cimetière la plus grande partie de l'après-midi et entraîner ensuite la foule débors.

Ces bas calculs furent déjoués. De 17 heures 45 à 20 h. 30, socialistes anarchistes, combattants de la paix, Union des syndicats confédérés, Trotzkistes, révolutionnaires italiens, etc., défilèrent au milieu d'une foule dense et enthousiaste.

Notre phalange anarchiste, forte de près d'un millier de camarades, sut imposer l'attention par son allure combative, ses chants révolutionnaires, ses mots d'ordre clairs : « Unité loyale », « Anarchie partout », « Amnistie, même en Russie ». Ses pancartes réclamaient une action commune contre le fascisme, l'unité syndicale, la libération des emprisonnés et de notre camarade Saïd Mohammed, honteusement calomnié par la clique stalinienne.

En résumé, journée réconfortante dont les enseignements doivent préparer les luttes futures.

Le peuple de Paris, les petits-fils des Communards, n'ont pas dit leur dernier mot.

L'année prochaine, avec une meilleure préparation, nous devons être plus de cent mille.

Avis important

La librairie est ouverte, tous les jours, de 14 h. 30 à 18 h. 30 ; les mardis et jeudis, de 20 h. 30 à 22 h. ; le samedi, de 13 h. 30 à 19 h.

Pour prendre note : Nous sommes en mesure d'assurer les expéditions de librairie le mardi et le vendredi pour la province. Faites vos commandes en conséquence et pensez que la librairie fait vivre le Libertaire.

Pour tout envoi d'argent, les camarades sont priés d'utiliser le chèque postal 487-78, Scheck André, 23, rue du Moulin-Joly (11^e), et d'adresser les mandats-lettres et lettres recommandées à Scheck, 23, rue du Moulin-Joly, Paris (11^e).

UNION ANARCHISTE FEDERATION PARISIENNE

SAMEDI 9 JUIN

à 20 h. 30

Salle Lejeune au (premier),
67, rue de Ménilmontant

ASSEMBLEE GENERALE

Réservee aux adhérents qui se seront fait inscrire jusqu'à cette date.

ORDRE DU JOUR :

- I. — Organisation de la propagande
- II. — Renouvellement du bureau
- III. — Questions diverses

La Vie de l'U.A.

Commission administrative. Lundi 11 juin à 20 h. 30. Adresser tout ce qui concerne l'Union Anarchiste à N. Faucier, secrétaire-trésorier. Les fonds doivent être transmis par chèque postal : 487-78.

Jeunesse anarchiste. — Réunion tous les mardis à 20 h. 30, au Libertaire.

Saint-Denis. — Les réunions du groupe ont lieu tous les vendredis à la Bourse du Travail, 4, rue Suger.

Les Lilas. — Le groupe se réunit tous les vendredis à 20 h. 30, salle Maillot, 82, avenue Pasteur. Pour la correspondance, écrire chez le camarade E. Brière, 45, Sente des Epinettes, Les Lilas.

Pantin-Aubervilliers. — Pour le groupe, s'adresser au camarade Guyard, 28, rue du Vieux, Aubervilliers.

Reims. — Fédération libertaire du Nord-Est. Adresser tout ce qui concerne la Fédération à E. Ternaux, 34, rue Fléchambault, Reims.

Orléans. — Le groupe se réunit chaque semaine. Pour tous renseignements, s'adresser à C. Cathelot, 15, rue du Pressoir-Neuf.

Brest. — Pour tout ce qui concerne le groupe, s'adresser à A. Le Lann, Maison du Peuple, Bois de Boulogne, Brest.

Saint-Etienne. — Le groupe se réunit chaque semaine. Les camarades désireux de participer à la propagande anarchiste se mettront en relation avec Mélié Pierre. Jeunesse Syndicale, Bourse du Travail, Saint-Etienne.

Lyon. — Les camarades s'intéressent à la formation d'un groupe anarchiste-communiste à Lyon sont priés de s'adresser à Mancel Louis, 29, rue Verlet-Hamis, Lyon.

Saint-Henri (Marseille). — Les camarades sympathisants désirant militier au sein du groupe anarchiste-communiste sont priés de se mettre en relation avec Henri, rue des Mûriers, à Saint-Henri, Marseille.

Croix. — Pour le groupe, s'adresser à Hocine Meurant, 1, rue d'Arcole, à Croix.

Strasbourg. — Tous les renseignements doivent être adressés à Paul Burkle, 17, rue de l'Ile-de-Epi, Strasbourg, Bas-Rhin.

Coursan. — Réunion du Groupe tous les samedis, au local habituel. Adresser la correspondance au secrétaire, L. Estève.

Narbonne. — Pour le groupe Elisée Reclus, s'adresser au camarade Albert, 32, avenue Carnot.

Béziers. — Tout ce qui concerne le journal, camarade Louman, terrain Barral, maison Mercadier, Béziers.

Perpignan. — Tout ce qui concerne le groupe doit dorénavant être adressée à Péguy, 58, avenue de Bompas, Perpignan. — Le Secrétaire.

Trelazé. — Les camarades sympathisants, qui voudraient militier au sein du groupe anarchiste-communiste de Trelazé doivent se mettre en rapport avec le camarade Duigon au Pont Malembert, à Trelazé.

Floréal. — Réunion tous les jeudi, à 20 h. 30, dans son local, 5, impasse de Génés (vers le 50, rue Julien-Lacroix), Paris 20^e. Métro Couronnes. Accueil amical à tous. Entrée gratuite.